

Numéro 3 - 4 février 2017

**Développements depuis l'assermentation du
nouveau président des États-Unis**

**Tout en oeuvre pour défendre les droits
de tous et toutes!**

In Memoriam
William McQueen



3 juillet 1940 - 3 février 2017

Fusillade au Centre culturel islamique de Québec

- Tout en oeuvre pour défendre les droits de tous et toutes!
- Vigiles et rassemblements au Québec et au Canada

Les décrets présidentiels américains

- Unissons-nous dans l'action à la défense des droits de tous et toutes!
- Opposition immédiate partout aux États-Unis et dans d'autres pays

Tentatives de mobiliser le Canada pour la guerre et l'agression

- **Non au déploiement de personnel américain au Canada!**
Sortons le Canada de NORAD! Le Canada ne doit pas se joindre au système de défense antimissile américain! - Enver Villamizar

Dangereux préparatifs de guerre des États-Unis en Europe

- **Des milliers de soldats américains entrent en Pologne - Margaret Villamizar**

Information sur les décrets présidentiels

- **« Améliorations à la sécurité frontalière et à l'application des lois en matière d'immigration »**
- **Les villes sanctuaires et le conflit croissant entre les autorités fédérales et étatiques**
- **Le décret présidentiel restreignant l'entrée des ressortissants étrangers et des réfugiés - Sam Heaton**

In memoriam

William McQueen

C'est avec beaucoup de chagrin que le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) vous informe du décès du camarade William (Bill) McQueen le matin du 3 février 2017 des suites d'une hémorragie cérébrale. Le Parti fait part de ses sincères condoléances à son partenaire bien-aimé Bon, son frère Jim et sa belle-soeur Beth ainsi qu'à ses camarades, collègues et amis.

Bill McQueen est né à Alva, en Oklahoma, aux États-Unis, dans une famille de musiciens. Il est déménagé à New York à la fin de ses études secondaires pour y poursuivre ses études collégiales. C'est là qu'il a connu le travail du camarade Hardial Bains et des *Internationalistes*, réorganisés en organisation marxiste-léniniste de la jeunesse et des étudiants à Montréal en 1968.

Par la suite Bill s'est spécialisé dans l'étude de la politique de la guerre froide des impérialistes américains et en a acquis une expertise. Inspiré par Paul Robeson et d'autres personnes progressistes et démocratiques qui se sont dressées pour leurs droits et les droits de tous, Bill a pris fermement position contre la persécution organisée par l'État et l'hystérie anticomuniste et a épousé la cause de la justice et de la paix.

L'esprit profondément anti-impérialiste de Bill, son grand intérêt pour le communisme et son opposition militante à la guerre d'agression américaine au Vietnam l'ont mené à la décision de quitter les États-Unis pour le Canada en 1969. Là il a fait sienne l'analyse *Nécessité de changement* et s'est joint aux *Internationalistes*, qui ont mené à la fondation du PCC(M-L) le 31 mars 1970.

Bill a mis à contribution ses nombreux talents dans le travail du Parti sur différents fronts. En tant que membre du Front du peuple dans les années 1980, il a participé à la mobilisation de l'opposition aux attaques racistes organisées par l'État et à toutes les batailles du peuple canadien pour ses droits. Dans les années 1990 et depuis l'avènement du nouveau millénaire, il s'est engagé dans le travail pour le renouveau politique et une constitution moderne. Vidéographe de talent, Bill a aidé à documenter les délibérations de nombreux congrès, plénums et autres rencontres importantes du Parti.

D'un intérêt particulier est sa contribution à la défense des droits de ceux et celles que la société écarte parce que « handicapés » et qu'elle oblige à se débrouiller seuls sous prétexte qu'ils sont un fardeau puisqu'il y aurait prétendument un manque de ressources. Avec les camarades Judith Snow, Marsha Forest et plusieurs autres, de grands progrès ont été réalisés pour s'assurer que les membres les plus vulnérables de la société ne soient pas abandonnés à leur sort et pour exiger des comptes de ceux qui occupent les positions de pouvoir.

Avec d'autres collègues, Bill a fondé Fireweed Media Productions, un organisme qui se spécialise dans le « développement communautaire, les stratégies d'apprentissage et la transformation humaine par les récits racontés à la première personne ». De ce travail est sorti la série documentaire *The Disability Network* diffusée sur le réseau CBC de 1990 à 1997, décrite comme étant « la première émission en Amérique du Nord sur les déficiences réalisées par des personnes avec des déficiences ». Par son engagement envers l'habilitation de ceux et celles étiquetés comme « handicapés » pour qu'ils s'expriment eux-mêmes et participent aux médias de masse, à la culture et à la société en général il est devenu un facilitateur et un développeur de la Media Access and Participation Initiative et un organisateur et fondateur de Group4Access.

À la fin des années 1990, le camarade Bill a reçu un diplôme d'études supérieures en éducation des adultes du Ontario Institute for Studies in Education. Il a été pendant des années le rédacteur en chef du journal de l'Association canadienne des études en éducation des adultes et a contribué à organiser différentes conférences et réunions dans tout le Canada pour mobiliser les étudiants et les professeurs dans le domaine de la promotion de la citoyenneté démocratique et de la formation permanente.

Le talent de Bill comme musicien l'a amené notamment à devenir un membre fondateur du Counterpoint Community Orchestra qui était logé au Centre communautaire du 519 rue Church à Toronto. Il y a été clarinettiste et y a occupé différentes fonctions à titre de membre du conseil d'administration et président de 1987 à 2016.

Tous ceux qui ont eu l'occasion de connaître et de travailler avec Bill ont le plus grand respect pour son engagement, sa fidélité et son approche concrète en ce qui a trait à ouvrir la voie au progrès de la société. Il nous manquera énormément. Une cérémonie à la mémoire de la vie et de la contribution de Bill se tiendra à une date ultérieure.



Fusillade au Centre culturel islamique de Québec

Tout en oeuvre pour défendre les droits de tous et toutes!

Le soir du 29 janvier, six personnes ont été tuées par un tireur lors de la prière au Centre culturel islamique de Québec et 19 autres personnes ont été blessées. Un homme a été arrêté peu après et il fait maintenant face à six chefs d'accusation de meurtre au premier degré. Les Québécois et les Canadiens se sont immédiatement ralliés pour exprimer leur vive inquiétude face à ces actes violents dans l'esprit d'un seul peuple à la défense des droits de tous et toutes. Les vigiles, rassemblements et cérémonies ont exprimé des condoléances et l'appui aux familles, amis et communautés des victimes et à toutes les communautés musulmanes du pays qui ont été la cible d'islamophobie organisée et inspirée par l'État. Le peuple de ce pays ne pouvait exprimer plus clairement son rejet des tentatives de le diviser, que ce soit au nom de la sécurité nationale ou au nom de la tolérance, de la « force dans la diversité » ou de tout autre mot d'ordre avancé pour

continuer de diviser les gens sur différentes bases et bloquer l'unité d'action à la défense des droits.

Nous reproduisons ci-dessous la déclaration du PCC(M-L) émise le lendemain de la fusillade au Centre culturel islamique de Québec ainsi qu'un reportage photo des actions qui ont lieu à travers le pays à la défense des droits, notamment des vigiles et des manifestations contre les décrets présidentiels destructeurs, déstabilisateurs, bellicistes et racistes émis par le président des États-Unis durant la semaine suivant son assermentation.



Déclaration du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) - 30 janvier 2017 -

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) condamne le crime qui a été commis au Centre culturel islamique de Québec. Nous offrons nos sincères condoléances aux familles, amis et collègues des victimes et à la communauté musulmane qui est ciblée par cette violence.[...]

Le crime violent commis à Québec nous indique une fois de plus que ces attaques sont organisées et inspirées par l'État, nonobstant les tentatives de blâmer le peuple aux États-Unis et au Canada. L'attentat s'est produit quelques jours après la publication du décret présidentiel raciste, belliciste, déstabilisateur et destructeur aux États-Unis, lequel, au nom de la lutte contre le terrorisme, interdit à des citoyens de sept pays d'entrer aux États-Unis et ferme les frontières américaines aux réfugiés. Les pays ayant des populations et des communautés musulmanes sont pris comme cibles spécifiques du terrorisme d'État américain. Un climat toxique est créé dans lequel tout peut arriver. Cela crée un climat d'anarchie et de violence totales qui est utilisé pour permettre le recours sans entraves aux pouvoirs de police contre le peuple et contre toute notion de société civile.



C'est la résistance du peuple à la défense des droits de tous et toutes qui ouvre la voie au progrès de la société. Dans le contexte de la situation dangereuse qui a été créée par la quête de domination mondiale des impérialistes américains et celle de leurs alliés de l'OTAN, y compris le Canada, les peuples doivent prendre en main de mettre fin à cet état de chose en intensifiant leur lutte à la défense des droits de ceux et celles qui sont attaqués et des droits de tous et toutes.

Opposons-nous à l'hégémonisme impérialiste américain et à la politique de changement de régime contre les pays qui sont dans sa mire. Mettons fin à la participation du Canada à l'agression, aux guerres et à la violation des normes internationales des États-Unis. Le Canada ne peut pas participer à ces crimes au nom de la paix et d'autres idéaux élevés puis se laver les mains et verser des larmes sur les conséquences de ses gestes. Condamnons les crimes organisés et inspirés par l'État contre les peuples, qu'ils soient commis au nom de la diversité, de la sécurité nationale ou de tout autre idéal élevé.

Le PCC(M-L) transmet à nouveau ses condoléances les plus sincères aux familles et amis éplorés et lance l'appel à tous à prendre position et à agir pour changer les choses d'une manière qui va bénéficier au peuple et à sa juste cause.



Vigiles et rassemblements au Québec et au Canada

Des milliers de personnes se sont rassemblées dans de grandes et petites communautés à travers le Québec et le Canada à partir du 30 janvier pour rendre hommage aux victimes de la fusillade du 29 janvier à Québec et pour offrir leurs condoléances aux familles et à la communauté musulmane. Plus de 5 000 personnes ont pris part à une vigile dans le stationnement de l'Église Notre-Dame-de-Foy, près du Centre culturel islamique, à Québec le 30 janvier. Le 2 février quelque 10 000 personnes ont rempli l'aréna Maurice-Richard à Montréal pour rendre hommage à trois des victimes de la fusillade : Abdelkrim Hassane, Khaled Belkacemi et Aboubaker Thabti. Le lendemain, des funérailles ont eu lieu au Centre des congrès de Québec pour les trois autres victimes : Mamadou Tanou Barry, Ibrahima Barry et Azzeddine Soufiane.

Québec





Rimouski



Montréal





Saint-Jérôme



St. John's



Halifax





Fredericton



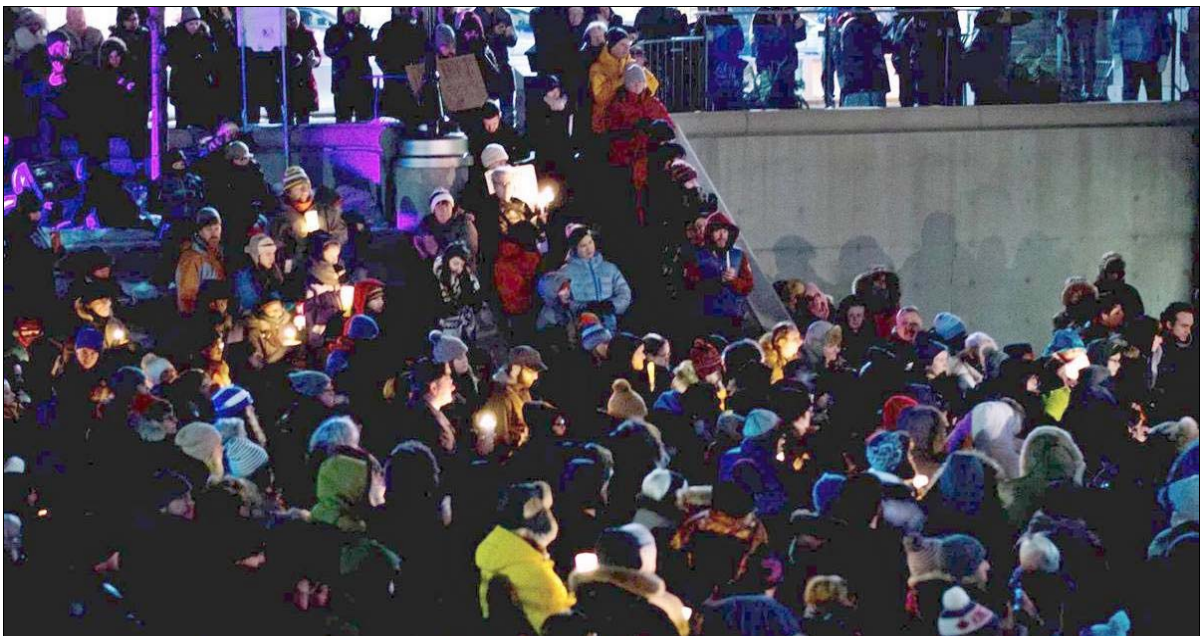
Moncton



Ottawa



Kingston



Sudbury





Toronto



Mississauga





Burlington



Hamilton





St. Catharines



Guelph



Kitchener



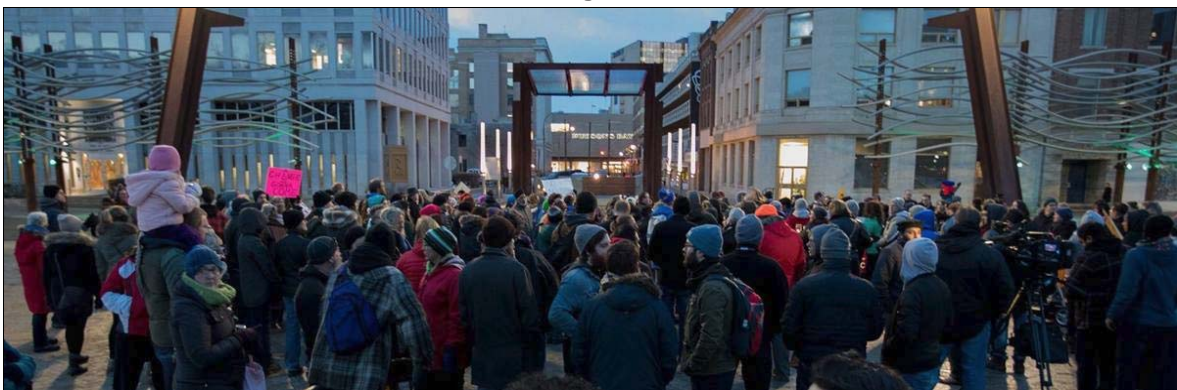
Windsor



Winnipeg



Régina



Calgary



Edmonton



Slave Lake



Fort McMurray



Kelowna



Vancouver



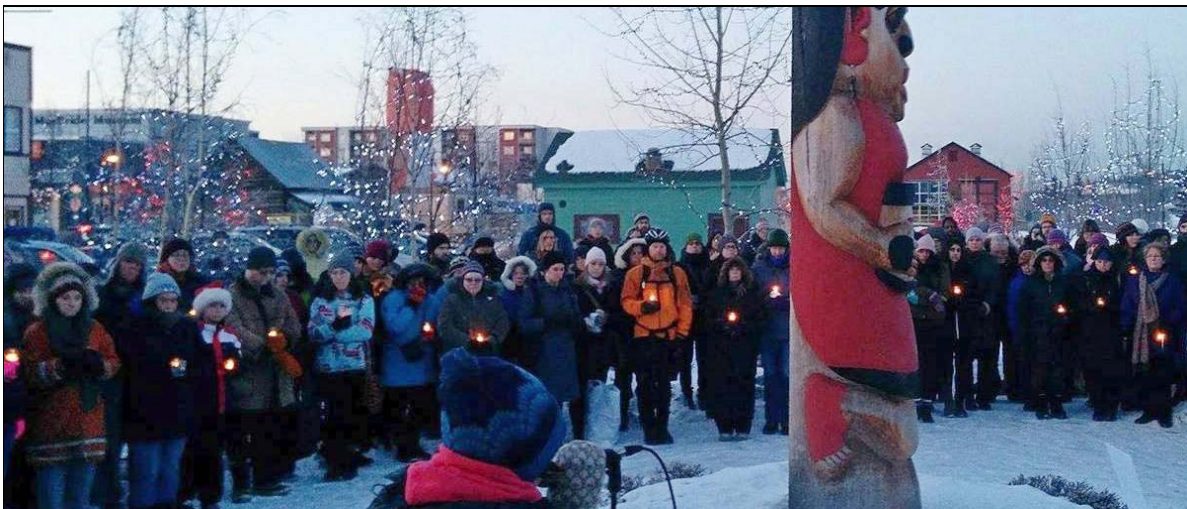
Iqaluit



Yellowknife



Whitehorse



(Photos: LML, H. St-Laurent, M. Ali-M'halla, J. Clemens, L. Niu, K.R. Bump, C. Tatum, J. Liang, J. Maitland, Cueto)



Les décrets présidentiels américains

Unissons-nous dans l'action à la défense des droits de tous et toutes!



Manifestation à l'aéroport international de San Francisco le 30 janvier 2017

Le 25 janvier, Donald Trump a émis deux décrets présidentiels, le premier concernant l'immigration et la sécurité et la détention aux frontières et le deuxième retirant le financement fédéral aux villes sanctuaires. Les villes et les comtés sanctuaires sont ceux qui refusent de coopérer avec l'application des lois fédérales sur l'immigration, notamment les requêtes de détention d'immigrants « sans papier ». Le 27 janvier, un autre décret présidentiel a été émis qui interdit l'entrée aux États-Unis à tout non-citoyen détenant un passeport iranien, irakien, libyen, syrien, somalien, soudanais ou yéménite et qui suspend l'accueil de réfugiés aux États-Unis. Les trois décrets s'en prennent spécifiquement aux droits des immigrants et à la conception et la responsabilité de la citoyenneté. Ils ont aussi pour effet d'accentuer les conflits entre les autorités fédérales et d'État, lesquelles ont toutes leurs propres forces policières armées, et d'enfreindre les principes régissant les relations de nation à nation sur lesquelles repose la primauté du droit international établie et reconnue. Les décrets présidentiels trahissent l'intention du président américain d'agir impunément. Mis à part le caractère raciste et destructeur de ces mesures, la méthode qui consiste à créer le chaos et ainsi bouleverser la vie des institutions, des individus et de leurs collectifs sert aussi à resserrer les pouvoirs de police dont la présidence Trump vient de s'emparer.



C'est pourquoi la résistance a tant de signification. Des manifestations ont eu lieu immédiatement dans de nombreuses villes, dont New York, Chicago et Los Angeles, pour défendre les droits des immigrants et des résidents et les droits de citoyenneté et pour affirmer qu'aucun être humain n'est illégal. Elles faisaient suite à de nombreuses manifestations avant et durant l'assermentation de Trump qui appelaient à défendre les droits des immigrants et à s'opposer à leur criminalisation. La classe ouvrière et le peuple des États-Unis sont constitués de gens de toutes les nationalités qui sont aujourd'hui attaqués. Il est on ne peut plus clair qu'on assiste à un affrontement entre les conditions qui existent et l'autorité en place. La définition des droits contenue dans la Constitution américaine est anachronique puisque l'autorité publique et les arrangements de la société civile qu'ils sont censés maintenir n'existent plus à toutes fins pratiques.

Selon le Immigrant Legal Resource Centre, au moins 39 villes et 364 comtés se considèrent comme des juridictions sanctuaires. Cela comprend Seattle, Portland, San Francisco, Las Vegas, Salt Lake City, Phoenix, Santa Fe, Denver, Houston, Dallas, Miami, Philadelphie, Baltimore, New York et Washington. Toutes les juridictions fédérales, d'État et municipales disposent de corps policiers imposants, lesquels sont tous très militarisés. Les corps policiers des plus grandes villes ont des blindés, des hélicoptères et des armes automatiques. S'il est probable que Trump émette ces décrets présidentiels comme tactique de négociation, pour voir qui se soumettra et qui négociera, comme semblent l'indiquer différents commentaires, ils servent aussi à intensifier les conflits entre les autorités fédérales et locales dans la mesure où le gouvernement fédéral conteste les droits des États et cherche à les anéantir.

Cela veut dire que les conflits qui opposent les puissants regroupements des cercles dominants dans leurs efforts pour maintenir leur base deviennent de plus en plus âpres et que les Américains sont appelés à prendre le parti de l'un ou de l'autre. Cela montre que la définition des droits telle que contenue dans les arrangements à la base de la Constitution américaine n'est plus adéquate car elle ne permet plus de résoudre les différends au sein des cercles dominants. Ce sont des conditions de guerre civile et cela représente un grave danger pour le peuple américain et pour les peuples du monde sur le dos de qui se font les affrontements.



Prendre le parti de l'une ou l'autre autorité fédérale ou locale n'est pas une option viable si cela est fait au lieu de lutter pour établir des arrangements qui favorisent le peuple.

Autrement dit, prendre parti ne doit pas saper les luttes de résistance et il faut toujours garder à l'esprit que les gouvernements à tous les niveaux et les agences d'État sont foncièrement racistes. En se battant pour ses droits, le peuple doit saisir l'initiative pour établir des arrangements modernes sur lesquels il exerce un contrôle.

L'appui sur un congrès dysfonctionnel et sur les tribunaux ne mènera pas à la sécurité. Le peuple peut agir sur ce front seulement si c'est fait pour avancer sa propre cause, celle de créer des arrangements modernes.

Il est crucial s'intensifier le travail pour défendre les droits de tous sur la base de la politique indépendante de la classe ouvrière, laquelle doit être amenée à toutes les sections de la société qui bénéficient de l'ouverture de la voie au progrès de la société. La voie de la résistance a toujours été la fière tradition de la classe ouvrière américaine. Aujourd'hui le peuple américain entame un autre important chapitre de son histoire de lutte à la défense des droits de tous et toutes.

Notre avenir est dans la lutte pour les droits de tous et toutes !



Opposition immédiate partout aux États-Unis et dans d'autres pays

Les gens partout aux États-Unis ont répondu rapidement et vigoureusement à l'attaque contre les droits que constitue l'interdiction de séjour par l'administration Trump. Des milliers de personnes se sont rendues dans les aéroports américains pour exiger la libération immédiate de tous ceux qui avaient été détenus à leur arrivée aux États-Unis. Des Américains de tous les horizons se sont tenus debout pour rejeter sans équivoque le racisme organisé par l'État et les tentatives de diviser le peuple. Des contestations judiciaires sont en cours pour renverser l'interdiction, alors que de nombreux détenus ont maintenant été libérés et autorisés à vaquer à leurs occupations aux États-Unis.

Boston, Massachusetts



New York



New Brunswick, New Jersey



Washington, DC



Chicago, Illinois





Indianapolis, Indiana



[illegible]

A wide-angle photograph showing a massive crowd of people gathered outside a large, modern building with a glass facade. A white bus is parked in front of the crowd, and a parking lot with several cars is visible in the foreground. The scene is set in a sunny, outdoor environment.

Dallas-Fort Worth, Texas



Los Angeles, Californie



San Francisco, Californie





San Diego, Californie



Portland, Oregon



Seattle, Washington



Canada

Les manifestations ont exigé que le gouvernement canadien condamne immédiatement le décret présidentiel et mette fin aux arrangements de sécurité avec les États-Unis, tels que l'Entente sur les tiers pays sûrs. Selon cette dernière conclue en décembre 2002 par le gouvernement libéral de Jean Chrétien et l'administration de George W. Bush, tout réfugié aux États-Unis ou au Canada doit faire sa demande d'asile dans le premier de ces deux pays dans lequel il arrive. Aucun réfugié arrivant au Canada en provenance des États-Unis, le seul pays avec lequel le Canada a une frontière commune, ne peut demander le statut de réfugié sauf si une exception est accordée. Les manifestants ont également exprimé leur appui à tous ceux aux États-Unis qui résistent au décret présidentiel.

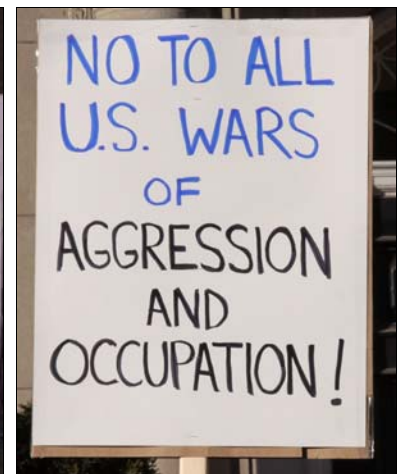
Ottawa







Toronto





Montréal



Journée d'action du 4 février

D'autres actions se sont tenues le 4 février, où des milliers de personnes ont dénoncé le chaos et le racisme que l'État a déchaînés et appelé le gouvernement canadien à répondre aux mesures du gouvernement américain en défendant les droits des citoyens, des résidents et des réfugiés canadiens et en s'opposant à l'islamophobie. Les manifestants ont demandé que le gouvernement canadien condamne immédiatement le décret présidentiel du 27 janvier, révoque l'Entente sur les tiers pays et la Liste des pays d'origine désignés, mette fin à la détention indéfinie d'immigrants et accorde la résidence permanente aux travailleurs migrants. Ils ont exigé du gouvernement qu'il abroge la loi C-51 de même que *Loi sur la tolérance zéro face aux pratiques culturelles barbares* et cesse de recourir aux Certificats de sécurité.

Charlottetown



Montréal





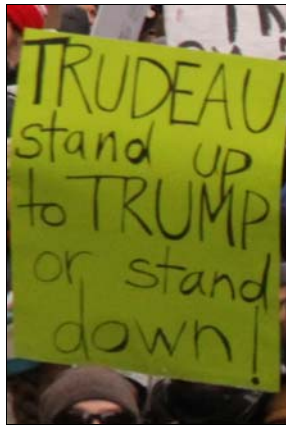
Ottawa





Toronto





London



Owen Sound

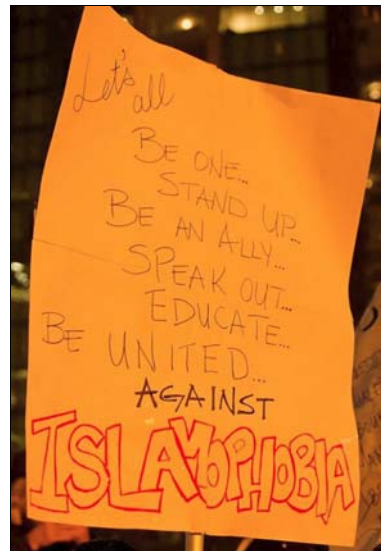
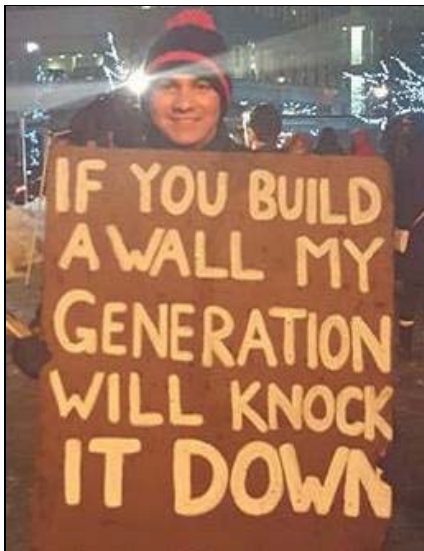


Calgary





Vancouver





Grande-Bretagne

Des manifestations se tiennent également à l'échelle internationale. De grandes manifestations ont eu lieu en Grande-Bretagne, où a également été dénoncée la visite récente de la première ministre Theresa May au président Trump. Trump doit faire une visite d'État en Grande-Bretagne plus tard cette année, mais celle-ci suscite une vaste opposition, exprimée par exemple dans une pétition signée par plus d'un million de personnes qui dit que Trump devrait être autorisé à faire sa visite, mais à un niveau de protocole inférieur à celui d'une visite d'État.

Londres



Manchester



Écosse

Glasgow



Édimbourg



(Photos: LML, L. Tran, E. Rojas, R. Davila, S. Gude, Sarah, ACLU, Seriously US, Brooke-Anderson Photo, O. Eric, Jacobin, C. Scott, Xinhua, G.M. Ortega, M. Legeros, S. Towers, K. Proctor, M. Carter, D. Tomandi, skittles harpy, A. Garland, S. Savary, E. Ingram, Paperclip-News, M. Yousaf, Sevil BK, P. Markowitz, Cooper Institute, Mike Roy, R. Edgar, D. Reid, K. Watkins, B. Powless, C. Panneton, H. Berthelet, B. Clennett, A. Barat.)



Tentatives de mobiliser le Canada pour la guerre et l'agression

**Non au déploiement de personnel américain au
Canada! Sortons le Canada de NORAD!
Le Canada ne doit pas se joindre au système de
défense antimissile américain!**

- Enver Villamizar -



Dans le cadre de la lutte qu'ils mènent à la défense de leurs droits et des droits de tous, les Canadiens doivent demander que le gouvernement Trudeau mette fin à l'adoption ou à la mise en oeuvre par voie de réglementation de toute mesure qui permette aux États-Unis de décider quoi que ce soit sur ce qui se produit au Canada. Ils doivent aussi demander que toutes les mesures qui placent le personnel de sécurité et militaire ou n'importe quel personnel américain en position de contrôle sur ce qui se produit au Canada soient immédiatement suspendues. Cela permettra aux Canadiens d'examiner jusqu'où notre souveraineté a été compromise et de prendre des mesures pour changer la situation.

Des lois dangereuses au Parlement

Les libéraux espèrent adopter deux lois durant la présente session qui proviennent de négociations avec l'administration Obama au sujet du déploiement de forces de sécurité des États-Unis en sol canadien. Ils disent que cela vise à rendre plus aisés les voyages et le commerce à la frontière canado-américaine et à assurer la « sécurité du continent ».

Le projet de loi C-23, *Loi relative au précontrôle de personnes et de biens au Canada et aux États-Unis*, et le projet de loi C-21, *Loi modifiant la Loi sur les douanes*, en sont tous deux à l'étape de la deuxième lecture.

Le projet de loi C-23 vise à faciliter le déploiement d'agents de sécurité américains en sol canadien afin de procéder au « précontrôle » des voyageurs avant qu'ils ne montent à bord d'un avion, d'un bateau ou d'un train à destination des États-Unis. Il donnerait le droit au ministre de la Sécurité publique d'augmenter la présence des agents des douanes américains à des points d'entrée

canadiens. Si le projet de loi est adopté, les agents américains vont être déployés dans un plus grand nombre d'endroits pour y faire appliquer les politiques racistes du gouvernement américain au Canada. Pour que le C-23 devienne une loi, il fallait qu'une loi soit adoptée aux États-Unis, ce qui a été fait le 8 décembre, pavant la voie à la mise en oeuvre des mesures au Canada.

Le projet de loi C-21 permettrait aux agents des douanes canadiens de savoir qui quitte le Canada aux points de passage frontaliers par voie de terre, ce qu'ils ne pouvaient faire auparavant. Cela fait partie des tentatives qui ont été faites par les États-Unis et le Canada après le 11 septembre 2001 d'établir un Périmètre de sécurité nord-américain au sein duquel le mouvement des personnes et des biens est suivi à la trace et les agences de services frontaliers américaines et canadiennes peuvent persécuter les gens sur la base de leur race, de leur religion, de leurs opinions politiques, de leur style de vie et de leurs aptitudes.

Le ministre de la Sécurité publique Ralph Goodale a bien démontré que le seul but des libéraux est de servir les monopoles et qu'ils ont renoncé à toute prétention à l'effet que le Canada est un pays indépendant et souverain quand il a dit en entrevue le 26 janvier qu'il cherchait avec le projet de loi C-23 à étendre les arrangements concernant le précontrôle non seulement aux gens mais aux marchandises.

« La question qui se pose maintenant c'est si nous pouvons appliquer cette extension aux marchandises afin d'accélérer ce passage si important à la frontière. » Il a ajouté : « J'ai soulevé la question brièvement avec des représentants de l'administration Trump... et ils semblent très intéressés. » Il faisait référence à la demande que les monopoles mettent de l'avant depuis longtemps de placer les agents américains dans les usines canadiennes pour procéder au précontrôle des marchandises qui sont ensuite transportées le long des corridors ferroviaires et autres, lesquels sont surveillés et contrôlés par le département de la Sécurité intérieure des États-Unis et deviennent d'office une partie « intérieure » des États-Unis.[1]

À cet égard, la ministre canadienne des Affaires étrangères Chrystia Freeland a discuté le 3 février avec son homologue américain le secrétaire d'État Rex Tillerson. Selon un rapport qu'Affaires mondiales Canada a publié de la conversation, « Tous deux ont mis en relief les récents progrès relatifs aux mesures de prédédouanement, de même que le besoin d'avoir une frontière sécuritaire permettant la circulation fluide des marchandises et des personnes ».

Des efforts pour étendre le NORAD et faire participer le Canada au Système de défense antimissile des États-Unis



Tandis que les Canadiens sont préoccupés des relations qui existent entre le Canada et les

États-Unis et cherchent à affirmer leurs droits dans toutes les circonstances, des sections de l'élite au pouvoir au Canada utilisent l'occasion pour demander qu'une plus grande partie du territoire et des forces armées du Canada soit placée sous le contrôle des États-Unis. Cela est présenté comme une façon d'apaiser Trump alors qu'en fait c'est ce que cherche à faire l'élite au pouvoir depuis longtemps parce qu'elle voit l'avenir du Canada uniquement comme celui d'un instrument consentant de l'impérialisme américain et de ses préparatifs de guerre.

Un des personnages clés en ce moment de l'élite au pouvoir au Canada en ce qui concerne les relations avec le gouvernement américain est Derek Burney.^[2] Selon le *Globe and Mail*, cet ancien chef de cabinet de Brian Mulroney et Mulroney lui-même ont été enrôlés par le gouvernement Trudeau pour « ouvrir des portes » à Washington. Burney travaille présentement pour Norton Rose Fullbright, une des plus grandes firmes d'experts-conseils du monde.

Le 24 janvier, Burney a demandé au gouvernement libéral de Justin Trudeau de considérer d'étendre le contrôle américain sur l'espace aérien et le territoire du Canada par le biais de NORAD et d'amener le Canada à accepter de confier une fois pour toutes son territoire aux États-Unis pour qu'ils y installent leurs missiles et leurs capteurs au nom de la « protection du Canada ».

Dans une entrevue au réseau CBC, Burney a dit que « nous avons bien réagi aux attentats du 11 septembre, mais c'était quelque chose de spontané et de volontaire. Il n'y avait pas d'arrangements déjà en place pour permettre à tant d'avions américains d'atterrir à Terre-Neuve. Cela s'est fait simplement en vertu du caractère de notre relation. On ne devrait plus considérer ces choses comme allant de soi. Peut-être que nous devrions codifier les choses un peu plus. » En fait, le jour où les tours jumelles de New York ont été attaquées, tout le trafic aérien aux États-Unis et au Canada a été arrêté. En plus, les avions de combat canadiens et américains ont été mobilisés d'urgence pour escorter les avions jusqu'à leur atterrissage, ceux notamment qui étaient considérés comme des cibles d'attaques possibles. Ce à quoi Burney se réfère quand il parle de quelque chose de « spontané et volontaire » n'est pas très clair. Le ministre de la Défense Harjit Sajjan a donné une idée de la direction que prennent les choses quand il a répondu à une série de questions à la Chambre des communes le 30 janvier, l'une du ministre libéral de la Citoyenneté et l'autre d'un député conservateur, sur ce qui s'est produit dans l'espace aérien du Canada le 11 septembre 2001. Les questions portaient entre autres sur la provenance des avions de chasse, à savoir s'ils faisaient partie des avions alloués au commandement de l'OTAN ou à celui de NORAD. Sajjan a dit que ce jour-là, NORAD « a pris le contrôle » de l'espace aérien du Canada. Que ce soit l'un ou l'autre, il est clair qu'il y a des choses qui sont décidées derrière des portes closes en ce qui concerne NORAD qui montrent que le territoire et l'espace aérien du Canada sont de plus en plus mis à la disposition des préparatifs de guerre des États-Unis. Les remarques de Burney indiquent que le Canada, qui est déjà à 100% sous commandement américain, va être utilisé d'une manière que les Canadiens désapprouvent.

Burney a aussi dit que le Canada devrait se joindre au système continental américain de défense antimissile et que cela constituerait un « terrain d'entente » permettant au Canada d'être « plus présent à la table ».

« La Corée du Nord possède la capacité de lancer un missile aussi loin qu'en Amérique du Nord, a-t-il dit. Pourquoi ne pas nous asseoir à la table et explorer la perspective de nous joindre aux Américains ; pourquoi ne pas rénover le NORAD avec quelque chose qui va nous protéger contre les menaces du XXI^e siècle de la même manière que NORAD nous a aidés à nous défendre au XX^e siècle ? »

L'élite au pouvoir au Canada n'a pas attendu l'élection de Trump pour préparer le terrain afin que

le Canada se joigne au programme américain de défense antimissiles balistiques. Dès avril 2016, l'examen de la politique de défense des libéraux de Justin Trudeau a été présentée comme l'occasion de réexaminer l'engagement du Canada dans le programme de défense antimissiles balistiques des États-Unis, de se demander, compte tenu des « technologies et des menaces changeantes » si le Canada ne devrait pas revoir sa décision de 2005 de ne pas s'y joindre. Bill Graham, qui était le ministre des Affaires étrangères du Canada quand cette décision a été prise, est maintenant un des principaux promoteurs du déploiement des missiles américains au Canada.

En 2014, Graham a dit dans une intervention devant un comité du Sénat que le gouvernement avait dû dire non à une participation parce que les Canadiens avaient une opinion négative de George Bush. « Si cela avait été le président Obama qui l'avait demandé à sa manière, qui sait si nous n'aurions pas dit oui », avait-il dit. En ce moment, l'incertitude et le chaos qui sont créés par la présidence de Trump sont utilisés comme une occasion de semer le doute et la peur et d'amener le Canada à conclure de tels arrangements aussi rapidement que possible sous prétexte d'apaiser les États-Unis. Le problème auquel l'élite au pouvoir fait face c'est que les Canadiens ont dit clairement et de façon répétée qu'ils ne veulent pas que leur pays soit une base pour les missiles américains mais bien une zone de paix.

Notes

1. On trouvera des articles de référence sur les projets de loi C-21 et C-23 dans les articles « [De nouvelles mesures menaçantes sont déposées par le gouvernement Trudeau](#) » et « [Le Canada s'enfonce dans une voie de trahison](#) »

2. Burney a été chef de cabinet au bureau du premier ministre Brian Mulroney et il a été ambassadeur du Canada aux États-Unis de 1989 à 1993 et a joué un rôle de premier plan dans les négociations qui ont mené à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). En 1993, il a été nommé président et chef de la direction de Bell Canada International (BCI). De 1999 à 2004, il a été président et chef de la direction de CAE Inc., une grande entreprise de l'industrie aérospatiale militaire et civile basée au Canada.. Burney est une figure de proue de l'État canadien, ayant dirigé l'équipe de transition conservatrice suite à l'élection fédérale de 2006 et ayant été nommé en octobre 2007 par le premier ministre Stephen Harper pour être membre du Groupe d'experts indépendant sur le rôle futur du Canada en Afghanistan.



Les préparatifs de guerre dangereux des États-Unis en Europe

Des milliers de soldats américains entrent en Pologne

- Margaret Villamizar -

Le 9 janvier 2017 entre 3 500 et 4 000 soldats de l'armée américaine ont pénétré en Pologne dans le cadre d'un arrangement qui permettra aux troupes des États-Unis d'y être déployées sur une base « continue », c'est-à-dire, sur une base permanente. Dans le cadre de son opération « Atlantic Resolve », les États-Unis déploieront leurs forces successivement sur une période de neuf mois en Pologne et en d'autres parties de l'Europe de l'Est, ou ce que l'OTAN appelle son flanc oriental. On rapporte que pour l'instant les troupes américaines doivent se déployer à travers la Pologne, ainsi que dans les États baltes, la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie pour s'entraîner avec les troupes locales. Avec les soldats qui constituent trois équipes de combat de brigades blindées, les

États-Unis ont expédié « un ensemble complet de chars et d'artillerie » et plus de 2 500 « véhicules militaires » en Pologne. Le déploiement a été annoncé l'an dernier par l'administration Obama.



Manifestations lors de la réunion de l'OTAN à Varsovie en Pologne le 9 juillet 2016

Bien que l'on dise beaucoup de choses sur l'encerclement de la Russie par les troupes des États-Unis et de l'OTAN, il est important de noter que les États-Unis reprennent de plus en plus le territoire de pays souverains en Europe au nom de dissuader la Russie. Non seulement cela représente-t-il une menace pour la Russie et son peuple mais aussi pour les peuples d'Europe orientale dont les gouvernements mettent leurs pays au service des préparatifs de guerre américains. Le stationnement permanent des militaires américains dans ces pays signifie qu'au nom de la sécurité des troupes américaines, et d'autres troupes et de l'équipement de l'OTAN, il y aura une intensification de la criminalisation de tous ceux qui n'acceptent pas que leur territoire soit utilisé au service de la guerre. En outre, les militaires américains interviendront directement dans les affaires de ces pays au nom de la protection de l'intérêt national des États-Unis.

Alors que la plupart des troupes sont arrivées directement en Pologne à partir des États-Unis, d'autres avec des équipements, sont arrivés en Allemagne au port de Bremerhaven puis ont voyagé en convoi routier à travers l'Allemagne jusqu'en Pologne.

Des manifestations les ont accueillis à Bremerhaven où des gens ont marché dans les rues de la ville, avec des pancartes et des bannières sur lesquels on pouvait lire : « Pas de déploiement de l'OTAN ! Mettons fin à la marche militariste contre la Russie ! » et « Hors de l'OTAN ».

En revanche, le gouvernement et les responsables militaires polonais ont accueilli les troupes américaines avec une fanfare, organisant des pique-niques sous le thème « La Pologne sécurisée » pour tenter d'encourager les résidents à se mêler aux soldats américains ainsi qu'à leurs homologues polonais et à voir le matériel militaire qu'ils avaient apporté. Tout cela vise à présenter le peuple polonais comme s'il voulait que son pays devienne une base américaine.



Le ministre polonais de la Défense, Antoni Macierewicz, aurait dit qu'un total de 7 000 soldats américains et troupes de l'OTAN seraient stationnés dans son pays au cours des

prochaines années. Il a déclaré que les troupes américaines contribueront à assurer « la liberté, l'indépendance et la paix en Europe et dans le monde entier » et que la Pologne était fière des « efforts conjoints qui garantissent la sécurité de l'Europe et des flancs orientaux de l'OTAN ». Lors d'une cérémonie de bienvenue, il a également déclaré : « Nous vous attendions depuis très longtemps, depuis des décennies ».

Le commandant européen des États-Unis, Curtis Scaparrotti, a déclaré : « Aujourd'hui, marque le moment crucial de la dissuasion et de la défense européennes. Notre équipe de combat de brigade blindée tournante a traversé le sol allemand vers le sol polonais. L'infrastructure et le soutien intégré européen ont permis à nos forces d'être prêtes à se déployer rapidement si elles ont besoin de dissuader une agression russe. »

Le porte-parole du gouvernement russe, Dmitri Peskov, a déclaré : « Nous considérons cela comme une menace contre nous. C'est une action qui menace nos intérêts, notre sécurité, c'est une troisième nation qui augmente sa présence militaire près de nos frontières en Europe et ce n'est même pas une nation européenne. Mille ou 10 000 - nous parlons d'une augmentation de la présence militaire. »

En avril, les États-Unis enverront également un escadron de leur 2^e régiment de cavalerie au nord-est de la Pologne en tant que « contribution » aux opérations de l'OTAN dans la région. Alors que le déploiement du 9 janvier n'est pas fait sous le commandement de l'OTAN, le déploiement d'avril prochain l'est. Lors de son sommet de Varsovie en juillet, l'OTAN a annoncé son intention de placer au début de 2017 quatre brigades multinationales d'environ 1000 soldats chacune, ainsi qu'une série de chars, d'autres véhicules blindés et des drones dans les États baltes et la Pologne. Lors d'une réunion des ministres de la Défense de l'OTAN en octobre, des troupes de la Grande-Bretagne et de la Roumanie rejoindraient en Pologne une brigade de l'OTAN dirigée par les États-Unis. Des troupes de plusieurs autres pays rejoindraient des brigades stationnées en Lituanie (commandées par l'Allemagne), en Estonie (commandées par la Grande-Bretagne) et la Lettonie (commandées par le Canada).[1]

Il faut souligner que l'arrivée de milliers de forces américaines coïncide avec la construction à Redzikowo, en Pologne, d'une batterie américaine de défense antimissile balistique Aegis Ashore. La Pologne et la Lituanie entourent l'enclave russe de Kaliningrad Oblast, un port de la mer Baltique qui abrite la flotte russe de la Baltique et qui est son seul port européen en eaux libres (avec l'eau qui ne gèle pas en hiver). Il a été signalé que la brigade de l'OTAN qui sera stationnée dans le nord-est de la Pologne et dirigée par les États-Unis sera proche de ce que les militaires des États-Unis appellent « l'écart de Suwalki », situé à 65 km équidistants de Kaliningrad et de la Biélorussie.

En novembre, la BBC a rapporté que le président du comité de défense Viktor Ozerov avait déclaré que des missiles Iskander et des missiles sol-air S 400 ont été déployés à Kaliningrad pour contrer le bouclier antimissile américain projeté en Europe de l'Est.

Autres déploiements de troupes américaines en Europe

Le 16 janvier 330 marines américains sont arrivés à la base norvégienne de Vaernes. Comme *LML* l'a rapporté en novembre, selon le *Marine Corps Times*, l'armée américaine a déjà « pré-positionné des milliers de pièces d'équipement, y compris des chars d'assaut M1A1 Abrams dans les grottes norvégiennes pour appuyer 15 000 marines pendant un mois d'opérations de combat ». Le déploiement en Norvège est d'un an, impliquant deux rotations de six mois. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, les soldats norvégiens ont affirmé que la présence de troupes étrangères sur le sol norvégien était une chance pour les marines d'acquérir

de l'expérience en matière de guerre d'hiver, y compris manoeuvrer avec des skis et survivre dans un environnement arctique. Le général de division Niel E. Nelson, commandant des forces américaines des Corps des Marines de l'Europe et de l'Afrique, a déclaré l'année dernière qu'une présence maritime en Norvège « augmenterait la capacité de l'OTAN de rassembler et d'employer rapidement des forces dans le nord de l'Europe ». La Norvège est une nation arctique dont l'extrémité nord borde l'oblast russe de Mourmansk dans l'Arctique. Mourmansk est où la flotte du nord russe est basée. En attendant, on signale également qu'à la fin du mois de mars, les États-Unis prévoient placer une brigade aérienne de combat comprenant environ 10 hélicoptères Chinook, 50 hélicoptères Black Hawk, 1800 hommes et un bataillon avec 24 hélicoptères d'attaque Apache et 400 soldats en Allemagne, ainsi qu'un nombre d'aéronefs destinés à être utilisés en Lettonie, en Roumanie et en Pologne.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a déclaré que les États-Unis « investissent activement dans le développement d'infrastructures militaires et le potentiel de déploiement rapide des principales unités militaires proches des frontières russes, y compris la mise à jour du réseau des aéroports où les grands avions de transport des États-Unis pourraient atterrir ». Elle a également fait référence à un dépôt d'armes que les États-Unis ont récemment réorganisé aux Pays-Bas « pour héberger une brigade de véhicules blindés lourds » et à une installation similaire qu'ils ont l'intention de créer en Belgique ainsi que deux autres en Allemagne.

Zakharova a déclaré, au sujet du stationnement permanent en Europe de troupes et d'équipement des États-Unis et de l'OTAN, que tout cela est « dans le contexte d'un développement unilatéral et sans restriction du potentiel des systèmes américains de défense antimissile en Europe, qui exercent une influence de plus en plus déstabilisatrice sur la sécurité européenne et mondiale ainsi que la modernisation des armes nucléaires américaines déployées sur le territoire d'autres pays de l'OTAN. »

1. *LML*, édition du 12 novembre 2016

(*CNN*, *NPR*, *Express.co.uk*, *Euractiv.com*, *PressTV*, *DW*, *Tass*, *Stars and Stripes*)



Information sur les décrets présidentiels américains

« Améliorations à la sécurité frontalière et à l'application des lois en matière d'immigration »

Le décret du 25 janvier intitulé « Améliorations à la sécurité frontalière et à l'application des lois en matière d'immigration » comprend diverses mesures, dont deux sont la construction de nouveaux camps de détention ou de concentration le long de la frontière avec le Mexique et le prolongement du mur frontalier. Le décret était justifié par l'affirmation selon laquelle « parmi ceux qui entrent illégalement, il y a ceux qui cherchent à nuire aux Américains par des actes de terreur ou de conduite criminelle. L'immigration illégale constitue un danger évident et présent pour les intérêts des États-Unis ».

L'ordonnance stipule que « la politique du pouvoir exécutif consiste à a) sécuriser la frontière au sud des États-Unis par la construction immédiate d'un mur physique sur la frontière méridionale, surveillée et appuyée par du personnel adéquat ... » et « b) détenir les personnes appréhendées soupçonnées de violer les lois fédérales ou d'État, y compris la loi fédérale sur l'immigration, en

attendant la poursuite du processus relatif à ces violations ».

L'appel pour la construction du mur a été rejeté des deux côtés de la frontière et la réponse du président du Mexique a été d'annuler une visite prévue à la Maison-Blanche.



La détention de personnes simplement soupçonnées de violer les lois sur l'immigration a servi à plusieurs reprises de prétexte pour imposer un gouvernement de pouvoirs de police en augmentant le profilage raciste par le gouvernement et en poursuivant les gens coupables d'aucun crime et les activistes s'opposant à ces attaques. Le recours à la suspicion plutôt qu'à la cause probable signifie également que les actions sont arbitraires, soumises à la discrétion des autorités policières concernées. Le décret met en place 5 000 nouveaux agents de la patrouille frontalière et va tripler le personnel du Service de contrôle de l'immigration et des douanes (Immigration and Customs Enforcement- ICE) de 6 000 à 18 000 agents.

Le décret prévoit également la construction de plus de camps de concentration pour les immigrants, y compris les enfants, déclarant que « a) Le secrétaire prend toutes les mesures appropriées et alloue toutes les ressources légalement disponibles pour construire, exploiter, contrôler ou établir des contrats pour construire, opérer ou contrôler des installations afin de détenir des étrangers près de ou à la frontière terrestre avec le Mexique ». En outre, « Le secrétaire prend immédiatement toutes les mesures appropriées pour assurer la détention des étrangers appréhendés pour des violations de la loi sur l'immigration en attendant le résultat de leur procédure de renvoi. » Le secrétaire doit également fournir de nouvelles directives pour promouvoir la détention et mettre fin à la « capture et libération » des personnes considérées comme n'étant pas une menace et en attente de la détermination de leur statut.

Cela va à l'encontre du fait que légalement, les violations de la loi sur l'immigration, telles que l'entrée pour la première fois dans le pays sans la documentation ou la violation d'un visa par un séjour indûment prolongé, sont toujours considérées comme des violations civiles et non criminelles. C'est pourquoi le langage utilisé cible la violation de ces lois. On ne parle pas d'un crime qui aurait été commis. Cependant, la peine qui est exigée, soit la détention automatique qui pourrait se prolonger pendant des années en attendant le dénouement de chaque cas, est conforme avec des crimes graves.

Comme l'indique l'ordonnance, il n'existe actuellement aucun fonds pour construire ce mur infâme, les centres de détention ou pour payer la forte augmentation du nombre d'agents. Cela nécessitera des crédits du Congrès. À cet égard, le dénouement n'est pas assuré mais, ce qui est certain, c'est que Trump est en train de manoeuvrer pour tenir ses promesses électorales, alors que leur mise en oeuvre effective reste incertaine, surtout en raison du nombre de contestations juridiques que ces mesures ont déclenchées, en plus de l'opposition qui se pointe déjà au Congrès, sans escompter les marchandages avec toute la latitude voulue de la part de tous les partis impliqués dans l'atteinte d'objectifs convoités.

Dans ce même ordre d'idées, le décret présidentiel ouvre également la voie à un renforcement de l'action de l'exécutif dans le cas où le Congrès ne fournirait pas de fonds. Comme le disait Trump dans son discours d'inauguration : « Aujourd'hui, nous ne transférons pas seulement le pouvoir d'une administration à une autre, ou d'un parti à un autre - mais nous transférons le pouvoir qui

est à Washington, D.C. et nous vous le remettons à vous, le peuple américain. De cette façon, toute opposition du Congrès ou des élus peut être de manière générale rejetée par Trump, au nom du peuple.

(Voice of Revolution)



Les villes sanctuaires et le conflit croissant entre les autorités fédérales et étatiques



Manifestation à Philadelphie en novembre 2016 à la défense des villes sanctuaires

Le décret du 25 janvier concernant les villes sanctuaires, intitulée « Améliorer la sécurité publique à l'intérieur des États-Unis », est révélateur de la direction qu'emprunte la présidence de Trump, qui consiste à s'appuyer sur l'impunité et des actes arbitraires. Il répète que les immigrants sans papiers « et ceux qui dépassent ou transgressent autrement les conditions de leurs visas représentent une menace importante pour la sécurité nationale et la sécurité publique ». Il affirme que les juridictions qui ont déclaré partout aux États-Unis des sanctuaires « ont causé un dommage incommensurable au peuple américain et au tissu même de notre République ». Les deux déclarations sont faites sans aucune information pour étayer ces allégations.

L'ordonnance ressuscite deux programmes, 287 (g) et les communautés sécurisées, qui ont été utilisés par les précédentes administrations Bush et Obama pour forcer les autorités locales et étatiques sous autorité fédérale à participer à l'application de la loi fédérale sur l'immigration. Au fil du temps, les deux programmes ont été rejetés comme nuisibles par de nombreux États, comme New York et la Californie, et les juridictions locales. Beaucoup de représentants des forces policières locales et des comtés s'y sont publiquement opposés, disant qu'ils nuisaient aux relations communautaires et créaient de la peur, et non de la sécurité. Des actions de masse répétées par les communautés d'immigrants et en général dans les villes ont dénoncé les deux programmes visant à accroître le profilage raciste et les attaques par le gouvernement, en visant injustement surtout les travailleurs et en déchirant les familles. Il s'agissait notamment de déporter des millions de personnes, la majorité d'entre elles coupables d'aucun crime ou seulement de violations mineures, comme des violations des règlements de la circulation.



Trump tente de ressusciter les deux programmes dans le cadre des efforts continus du fédéral d'unifier les nombreuses agences de police aux États-Unis sous commandement fédéral et d'éliminer toutes les autorités concurrentes qui remettent en question la capacité des oligopoles de prendre en charge les services et les marchés concernés. C'est une tâche ardue mais nécessaire pour ceux qui ont usurpé le pouvoir exécutif aux États-Unis dans des conditions où un gouvernement de pouvoirs de police a été imposé. Pour ce faire, l'ordonnance octroie également un large pouvoir discrétionnaire à l'exécutif :

« b) Selon la mesure permise par la loi et avec le consentement des fonctionnaires nationaux ou locaux, selon le cas, le secrétaire prend les mesures appropriées, par le biais d'accords conclus en vertu de l'article 287 g) de la *Loi sur*

l'immigration et la naturalisation (INA), ou sinon, d'autoriser les fonctionnaires locaux et des États chargés d'appliquer la loi, selon que le secrétaire les juge qualifiés et conformes, d'exercer les fonctions d'agents de l'immigration dans le cadre d'enquêtes, d'arrestations ou de détentions d'étrangers aux États-Unis sous la direction et le contrôle du secrétaire... »

L'ordonnance prévoit expressément le blocage des fonds fédéraux pour les juridictions locales, de comté et d'État qui refusent de se conformer à l'ordonnance exécutive, offrant de nouveau un large pouvoir discrétionnaire à l'exécutif : « Le procureur général et le secrétaire, à leur discrétion et selon des mesures compatibles avec la loi, vont s'assurer que les juridictions qui refusent délibérément de se conformer à la réglementation fédérale américaine intitulée *Title 8*, article 1373, (juridictions sanctuaires) ne soient pas admissibles à recevoir des subventions fédérales, sauf si le procureur général ou le secrétaire juge cela nécessaire aux fins d'application de la loi. À sa discrétion et selon des mesures conformes à la loi, le secrétaire a l'autorité de désigner une juridiction en tant que juridiction sanctuaire. »

L'ordonnance appelle également à rendre publique, une fois par semaine, « une liste exhaustive des gestes criminels commis par des étrangers et toute juridiction qui a ignoré ou a manqué autrement d'honorer toute demande de maintien en détention à l'égard de ces étrangers ». Les demandes de maintien en détention sont les demandes faites par les autorités fédérales aux fonctionnaires locaux de détenir des personnes qu'ils auraient autrement libérées, souvent parce que les accusations ont été abandonnées. Les gestes criminels ne sont pas non plus des condamnations, de sorte que la liste peut être utilisée pour cibler les personnes arrêtées ou pour des violations mineures. Elle favorise également le profilage par le gouvernement, rendant publiques uniquement les activités des



immigrants dans des conditions où le gouvernement a injustement accusé et criminalisé les travailleurs et les personnes qui résistent aux attaques.

La liste publique et le blocage des fonds sont un moyen d'humilier sur une vaste échelle les immigrants et les fonctionnaires municipaux et des comtés, tout en justifiant toute autre action fédérale.

Selon les experts en droit de l'immigration, il existe au moins trois programmes financés par le gouvernement fédéral qui peuvent être bloqués sans l'approbation du Congrès : le Programme de subventions d'aide juridique à la mémoire d'Edward Byrne (JAG), le programme de services policiers communautaires (COPS) et le Programme d'aide aux étrangers reconnus coupables d'actes criminels (SCAAP), qui sont tous administrés par le ministère de la Justice.

Ce n'est pas clair si tous ces fonds vont être coupés puisqu'ils concernent tous l'application de la loi. Ce n'est pas non plus certain si le Congrès appuiera la réduction des autres fonds fédéraux. Déjà, il y a des plans des fonctionnaires locaux pour contester la constitutionnalité du décret présidentiel.

Toutefois, dans les conditions d'un gouvernement de pouvoirs de police où le gouvernement des lois a été essentiellement éliminé, il reste à voir si l'exécutif se soumettra aux décisions des tribunaux. Obama a déjà montré que les décisions de la Cour suprême, comme celles concernant Guantánamo, ne seraient pas respectées. Trump est susceptible d'aller plus loin. C'est le cas des agents des douanes dans les grands aéroports, y compris Los Angeles, Chicago, JFK à New York et Dulles à Washington, qui ne respectent pas les ordonnances judiciaires interdisant l'expulsion de ceux qui ont des visas ou des cartes vertes.

Les autorités locales rejettent l'ordonnance de Trump de violer les sanctuaires

Le fait que les décrets présidentiels aient pour effet d'intensifier les conflits entre les fonctionnaires fédéraux et les fonctionnaires locaux et des États est devenu évident par la réponse des maires et d'autres fonctionnaires. Le 25 janvier, le maire de Los Angeles, Eric Garcetti, a déclaré dans un communiqué de presse que le fait de « diviser les familles et couper le financement à n'importe quelle ville - en particulier Los Angeles, où 40 % des marchandises du pays entrent aux États-Unis par notre port et plus de 80 millions de passagers ont transité par notre aéroport l'année dernière - met en péril la sécurité personnelle et la santé économique de notre nation tout entière. Ce n'est pas la voie à suivre pour les États-Unis. »

Le procureur général de New York, Eric Schneiderman, a déclaré : « J'exhorte le président Trump à révoquer tout de suite cette ce décret exécutif. S'il ne le fait pas, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour le combattre. » Le maire de New York, Bill de Blasio, a déclaré : « Nous allons défendre tous nos résidents, peu d'où ils viennent, quel que soit leur statut. »

« Nous allons demeurer une ville sanctuaire », a déclaré le maire de Chicago, Rahm Emanuel, lors d'une conférence de presse.

(Voice of Revolution)



Le décret présidentiel restreignant l'entrée des ressortissants étrangers et des réfugiés

- Sam Heaton -



Une des nombreuses manifestations aux aéroports américains le 28 janvier
(Aéroport JFK de New York)

Le décret présidentiel du 27 janvier intitulé « Protection contre l'entrée de terroristes étrangers aux États-Unis » interdit l'entrée à la plupart des citoyens provenant de sept pays (Iran, Irak, Lybie, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen) pour 90 jours, suspend indéfiniment le programme pour les réfugiés syriens et suspend l'acceptation de tout réfugié pour 120 jours.[1] Depuis que le décret a été annoncé il y a eu de grandes manifestations partout aux États-Unis et dans le monde pour le condamner comme une mesure déstabilisatrice, belliciste, raciste et destructive. Cela comprend les manifestations dans les principaux aéroports du pays et devant les ambassades américaines partout dans le monde.

On avait d'abord dit que ce serait une interdiction générale pour tout citoyen provenant de ces sept pays qui ne sont pas citoyens américains. Le jour où le décret a été signé les médias ont fait état de détentions et de déportations de personnes en transit, dont plusieurs qui avaient un visa valide et une adresse permanente. Dans les jours précédant le décret, le visa de citoyens des sept pays a été subitement révoqué et on leur a interdit de revenir aux États-Unis. Le 28 janvier, Gillian Christensen, porte-parole intérimaire du département de la Sécurité intérieure, affirmait dans un courriel à l'intention des médias que le décret « interdira les détenteurs d'une carte verte (avec résidence permanente) ». Le même jour, un juge de niveau fédéral de New York a accueilli la demande de l'Union américaine pour les libertés civiles d'une suspension à l'échelle du pays d'une partie du décret présidentiel afin



d'arrêter la déportation des gens qui avaient été détenus dans les aéroports même s'ils étaient en possession de visas valides.

Le 29 janvier, le chef de cabinet de la Maison-Blanche Reince Priebus a dit qu'« en ce qui concerne les détenteurs d'une carte verte, ils ne seront pas affectés par la nouvelle mesure », ajoutant qu'ils seront évalués au cas par cas. Le 2 février, un juge fédéral de Boston a refusé de maintenir l'interdiction des expulsions. Le même jour, en réponse à une poursuite intentée par deux frères provenant du Yémen, un juge de Virginie a ordonné à la Maison-Blanche de lui fournir une liste de toutes les personnes à qui on a interdit l'entrée aux États-Unis d'ici le 9 février. Un avocat du département de la Justice a dit dans la salle de cour de Virginie que plus de 100 000 visas ont été révoqués jusqu'à maintenant, alors que le département d'État a émis un communiqué disant qu'il s'agissait de moins de 60 000 personnes.

Puis le 3 février le juge James L. Robart de Seattle a émis une ordonnance temporaire qui suspend l'application du décret sur les déplacements et les restrictions faites aux réfugiés en attente d'un jugement dans la poursuite lancée par le procureur général de Washington Bob Ferguson. Un porte-parole du Homeland Security a dit aux médias que l'ordonnance n'aurait aucun effet immédiat puisque tous les visas émis pour les ressortissants des sept pays avaient déjà été annulés. Le département d'État a annoncé le 4 février qu'il renversait l'annulation antérieure des visas tandis que le secrétaire de presse de la Maison Blanche annonçait que le département de la Justice « demandera un sursis immédiat de cette ordonnance scandaleuse et demandera que le décret du président soit respecté ».

Selon le décret présidentiel, le secrétaire d'État et le secrétaire à la Sécurité nationale doivent soumettre quatre rapports au président, le premier après 30 jours, le deuxième après 60 jours, le troisième après 90 jours et le quatrième après 120 jours. Le deuxième rapport comprendra une liste des pays devant être ajoutés à ceux visés par l'interdiction d'entrée. Cela comprendrait notamment les pays qui ne fournissent pas aux États-Unis les renseignements nécessaires (à préciser plus tard) pour déterminer si la personne qui demande à entrer aux États-Unis est vraiment qui elle dit être et n'est pas une menace à la sécurité nationale ou à la sécurité publique. Autrement dit, le nombre de pays frappés par l'interdiction dépend des demandes de renseignement que les États-Unis imposeront.



Certains gouvernements, comme ceux du Canada, d'Australie, du Royaume-Uni, de Suède, de Suisse et d'Allemagne, prétendent avoir reçu l'assurance que leurs citoyens qui sont aussi citoyens d'un des sept pays visés pourront entrer aux États-Unis. D'autres, comme la France, ont avisé leurs citoyens qui sont également citoyens d'un des sept pays visés à éviter les déplacements aux États-Unis jusqu'à ce que les règles soient précisées. La Confédération générale du travail (CGT) de France a demandé à ses membres qui travaillent à Air France de refuser de desservir les vols en direction des États-Unis. « Oser associer des ressortissants de sept pays, à majorité musulmane, au terrorisme est une provocation et une incitation à la haine », dit la centrale syndicale dans un communiqué. « Air France a un devoir de soutien envers ses passagers, de toute confession et de toute nationalité, et doit exprimer clairement son refus de se plier à des mesures illégales. » Le gouvernement d'Iran a réagi en interdisant l'entrée à tous les citoyens américains. Le 30 janvier, le parlement irakien a appelé le gouvernement à « répondre par la pareille à la décision américaine si la partie américaine ne retire pas sa décision ».

Le caractère déstabilisateur et belliciste du décret présidentiel est évident par les pays qu'il cible. Tous les pays visés sont la cible de l'ingérence et de campagnes de changement de régime par les deux dernières administrations américaines, avec bombardements, invasions et occupations.

Le 25 janvier, deux jours avant la signature du décret, les forces spéciales de la marine américaine ont effectué des frappes au Yémen qui ont fait 30 morts, dont 10 femmes et enfants. Le 3 février, les États-Unis ont imposé des sanctions à douze entreprises, dont des entreprises iraniennes, une chinoise et les autres du Liban et des Émirats arabes unis, et à 13 individus de différentes nationalités pour supposée complicité avec le programme de défense de l'Iran. Le conseiller de la Maison-Blanche en matière de sécurité nationale Michael Flynn fait de fausses affirmations dans un communiqué, à savoir que « l'Iran est le plus grand promoteur du terrorisme » et qu'il « continue de menacer les États-Unis ». Il affirme que « le temps est révolu où nous fermions les yeux devant les actions hostiles et belligérantes de l'Iran envers les États-Unis et la communauté mondiale ». Le ministre des Affaires étrangères de l'Iran, Mohammad Javad Zarif, a répondu : « L'Iran n'est pas impressionné par les menaces, car nous tirons notre sécurité de notre peuple. Nous n'utiliserons pas nos armes contre les autres, sauf pour nous défendre. »

Note

1. Des sept pays visés, seule la Syrie est nommée dans le décret présidentiel. Pour le reste il n'y a qu'une référence à « des pays d'intérêt particulier » et « aux étrangers provenant de pays mentionnés dans l'article 217(a)(12) de la loi sur l'immigration et la nationalité ». L'article en question parle de l'Irak et de la Syrie et « de tout pays ou toute région d'intérêt désigné par le secrétaire à la sécurité intérieure ». On estime que 500 000 résidents permanents des États-Unis sont des citoyens des sept pays et que 40 % des réfugiés aux États-Unis proviennent de ces pays.

Les sept pays ont été désignés par l'administration précédente. Un projet de loi de décembre 2015 comprenait la *Terrorist Travel Prevention Act* qui voit à l'application des restrictions au programme d'exemption de visa qui permet à des citoyens de 38 pays de séjourner aux États-Unis pendant moins de 90 jours sans visa. La loi en exclut quiconque est allé en Iran, en Syrie, au Soudan ou en Irak au cours des cinq années précédentes ou détient une double citoyenneté de l'un de ces pays. Puis en février 2016 l'administration Obama a ajouté par décret présidentiel la Libye, la Somalie et le Yémen à la liste. Dans une ébauche du décret Trump, la liste des pays dont les citoyens sont interdits d'entrée aux États-Unis est basée sur la *Terrorist Travel Prevention Act*.

(Avec des informations de *The Intercept* et du *Guardian*)



Lisez Le Marxiste-Léniniste
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca